



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT

N° **038** /AONR/MINTP/CIPM-TCRI/2026 DU **25 MAI 2026**

EN PROCÉDURE D'URGENCE, POUR LE CONTRÔLE-TECHNIQUE, GEOTECHNIQUE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT AUX PRODUITS STABILISANTS DES TRONÇONS DE ROUTE KALADJI - VERS ZONE FORESTIERE (30,18 KM), BEKASIKI - VERS ZONE FORESTIERE (22,33 KM), BINDJABA - VERS ZONE FORESTIERE (27,18 KM), ET MALINGARA - VERS ZONE FORESTIERE (39,15 KM), DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN INTEGRE D'IMPORT SUBSTITUTION AGROPASTORAL ET HALIEUTIQUE (PIISAH), COMMUNE DE DIR, DEPARTEMENT DU MBERE, REGION DE L'ADAMAOUA.

1. **Objet de l'Appel d'Offres**

Dans le cadre de la mise en œuvre du **Plan Intégré d'Import Substitution Agropastoral et Halieutique (PIISAH)** pour l'exercice 2026, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Restreint en procédure d'urgence pour le **contrôle technique, géotechnique et la surveillance des travaux** d'aménagement aux produits stabilisants des tronçons de route Kaladji - vers zone forestière (30,18 km), Békasiki - vers zone forestière (22,33 km), Bindjaba - vers zone forestière (27,18 km), et Malingara - vers zone forestière (39,15 km) dans la Commune de DIR, Département du Mbéré, Région de l'Adamaoua.

2. **Allotissement**

Les prestations à exécuter se présentent en **un (01) lot unique** présenté comme suit :

N° Lot	Région	Tronçons	Linéaires (km)	Montant TTC prévisionnel (F CFA)	Type d'intervention	Délai (mois)
Lot unique	Adamaoua	Kaladji - vers zone forestière	30,18	200 000 000	Contrôle technique, géotechnique et surveillance des travaux d'entretien	08
		Békasiki - vers zone forestière	22,33			
		Bindjaba - vers zone forestière	27,18			
		Malingara - vers zone forestière	39,15			
TOTAL			118,84	200 000 000		



3. **Consistance des prestations**

Les prestations qui sont confiées au Cocontractant comprennent les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive :

- Surveiller l'exécution des travaux ;
 - Assurer le contrôle technique et géotechnique de la mise en œuvre des travaux ;
 - Proposer à la signature du Chef de Service du Marché des ordres de service nécessaires à la bonne exécution des travaux ;
 - Veiller à l'assurance de la qualité et à l'application des mesures de protection de l'environnement ;
 - Veiller à l'établissement des plans de récolement.
- Lesdites prestations sont dévolues en trois (03) missions :



- Mission 1 : Examen de la conformité au projet et visa des études d'exécution qui auront été faites par l'entreprise (EXE)
- Mission 2 : direction de l'exécution des contrats de travaux, ordonnancement, pilotage et coordination des chantiers (DET-OPC)
- Mission 3 : Assistance aux opérations de réception et pendant la période de garantie (AOR)

Les prestations du cocontractant sont définies de manière plus détaillée dans les Termes de Références.

4. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à l'égalité des conditions aux Bureaux d'Etudes Techniques ou groupements de Bureaux d'Etudes Techniques de droits camerounais des **catégories A, B et C** du sous-secteur d'activités « Route » installés au Cameroun.

NB : Les BET de droit Camerounais de catégorie A, B et C peuvent se mettre en groupement avec des BET de catégories inférieures à condition que le mandataire soit de la catégorie A, B ou C.



5. Mode de soumission

Le mode de soumission est « en ligne ». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appel d'Offres.

6. Financement et montant prévisionnel

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le budget du Ministère des Travaux Publics – ligne Fonds Routier, exercice 2026 pour un coût prévisionnel de **200 000 000 (deux cent millions) Francs CFA Toutes Taxes Comprises.**

7. Délai d'exécution des prestations

Le délai maximum prévu par Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de **huit (08) mois** calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les prestations.

8. Cautionnement de soumission (garantie de soumission)

Les offres devront être accompagnées d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de cent vingt (120) jours, à compter de la date initiale de remise des offres, et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par une banque ou une compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, accompagné du Récépissé de consignation de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC). Le montant en FCFA de ladite garantie est égal à **un million (1 000 000) F.CFA.**

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire conforme devra impérativement être produit en original datant de moins de trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication de la décision d'attribution, pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

Les chèques bancaires même certifiés ne sont pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu-dit centre administratif et la version électronique, sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu-dit centre administratif, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de cent mille (100 000) Francs CFA au titre des frais d'achat de dossier. Lors du retrait dudit DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boîte Postale, Numéro de téléphone, fax, E-mail ...).

Cette quittance devra identifier l'acquéreur comme représentant du soumissionnaire désireux de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

11. Présentation des offres

Les tailles maximales des volumes 1, 2 et 3 ou fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif (Volume 1)
- 15 MO pour l'Offre Technique (Volume 2) ;
- 5 MO pour l'Offre Financière (Volume 3).

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **24 JUN 2026 à 11 heures.**

Par ailleurs, une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra parvenir sous pli fermé, accompagné de l'original de la Caution de Soumission et du Récépissé de consignation de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu-dit centre administratif, au plus tard le **24 JUN 2026 à 11 heures**, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

« **AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT**
N° **038/AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2025DU 23 MAI 2026**
EN PROCÉDURE D'URGENCE, POUR LE CONTROLE TECHNIQUE,
GEO TECHNIQUE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT
AUX PRODUITS STABILISANTS DES TRONÇONS DE ROUTE KALADJI - VERS
ZONE FORESTIERE (30,18 KM), BEKASSI VERS ZONE FORESTIERE (22,33



4

KM), BINDJABA - VERS ZONE FORESTIERE (27,18 KM), ET MALINGARA - VERS ZONE FORESTIERE (39,15 KM), DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN INTEGRE D'IMPORT SUBSTITUTION AGROPASTORAL ET HALIEUTIQUE (PIISAH), COMMUNE DE DIR, DEPARTEMENT DU MBERE, REGION DE L'ADAMAOUA.
(COPIE DE SAUVEGARDE) »

13. Recevabilité des offres

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres seront irrecevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO (accompagné du récépissé de dépôt CDEC) et délivrée par une banque ou compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres

14. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps.

L'ouverture des offres administrative et technique aura lieu, le 24 JUIN 2026 à 12 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures placée auprès du Ministère des Travaux Publics, située au 3ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu-dit centre administratif.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée de leur choix, ayant une parfaite connaissance du dossier.

A l'issue de l'examen des pièces administratives et de l'évaluation des offres techniques, l'ouverture des offres financières sera effectuée dans les mêmes conditions, à une date ultérieure qui sera communiquée aux soumissionnaires dont le dossier administratif est conforme et ayant obtenu une note technique égale ou supérieure à soixante-dix (70) points sur cent (100).

15. Critères d'évaluation

15.1-Critères éliminatoires

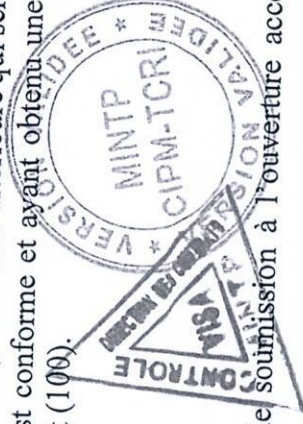
a) Dossier administratif incomplet pour :

- Absence de l'original de la caution de soumission à l'ouverture accompagnée du récépissé de dépôt CDEC ;
- Absence 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif à l'exception de la caution de soumission et du récépissé de dépôt CDEC ;
- Non-conformité dans 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif ;

b) Offre technique incomplète pour absence ou non-conformité de l'un des éléments/d'une des conditions ci-après :

- un Chef de Mission par lot postulé remplissant les conditions suivantes :

- **Formation de base** : Ingénieur en Génie Civil (BAC+3 ou plus) inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs de Génie Civil (ONIGC) ;
- **Expérience générale en BTP** : au moins dix (10) ans.
- **Expérience spécifique** : avoir occupé le poste de chef de mission dans au moins deux (02) projets de contrôle technique, géotechnique et la surveillance des travaux de route ou d'ingénieur de suivi dans au moins trois



(03) projets de contrôle technique, géotechnique et la surveillance des travaux de route.

- la note méthodologique (organisation, planning et compréhension du projet) ;
 - une déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché public au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises (BET) défaillantes établies par le Ministère des Marchés Publics ;
 - une capacité de financement (ligne de crédit disponible) conformément au modèle joint, d'un montant minimum de **soixante-dix millions (70 000 000) de Francs CFA**, justifiée par une attestation délivrée d'une Banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances ou par une commission bancaire ;
 - L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
 - L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
 - N'avoir pas obtenu une note technique supérieure ou égale à 70/100.
- c) Offre financière incomplète pour absence ou non-conformité de l'une des pièces ci-après :**
- La soumission datée, signée et timbrée ;
 - Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) paraphé à toutes les pages, daté et signé à la dernière page ;
 - Le Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) avec indication des montants hors TVA et Toutes Taxes Comprises paraphé à toutes les pages, daté et signé à la dernière page ;
 - Les Sous-détails des Prix Unitaires paraphés à toutes les pages ;
 - Omission dans l'Offre financière d'un prix quantifié.

d) Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées :

15.2-Critères essentiels

- Les offres techniques seront évaluées suivant les critères essentiels suivants :
 - Références du Soumissionnaire sur **30 points** ;
 - Qualification des experts et leur compétence sur **50 points** ;
 - Moyens techniques et matériels à mettre en place sur **20 points**.

NB : Un agent public sans justificatif de sa libération de la fonction publique ne sera pas évalué.

➤ **Les offres financières :**

Seules les offres financières des soumissionnaires qui auront été **qualifiés** lors de l'examen des offres techniques seront évaluées et notées comme suit :

NFS= MMd x 100/ MS

NFS= Note financière relative au montant évalué de l'offre financière du soumissionnaire ;

MMd= Montant évalué de l'offre financière la moins-disante ;

MS = Montant évalué de l'offre financière du soumissionnaire.

Ensuite, une pondération sera faite entre la note technique et la note financière pour obtenir la note globale (NG) ou la note technico-financière (NTF) suivant la formule ci-après :



NG ou NTF = [(70 x Note Technique) + (30 x Note Financière)] / 100.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Attribution

Le Maître d’Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l’offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques financiers.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d’ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l’immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu dit centre administratif. Ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.publiccontracts.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>

19. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d’un problème lié à l’utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l’adresse email dsi@minmap.cm.

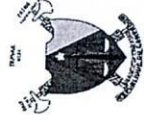
20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48, ou au MINTP au numéro 88 00 2042.

Yaoundé, le 25 MAI 2026



Manuel NGANOUD.



030

LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS

No. _____/AONR/MINTP/CIPM-TCRI/2026 OF 25 MAT 2026

IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE TECHNICAL AND GEOTECHNICAL CONTROL AS WELL AS THE SUPERVISION OF ROAD DEVELOPMENT WORKS USING STABILISING PRODUCTS ON THE SECTIONS FROM KALADJI TOWARD THE FOREST AREA (30.18 KM), BEKASIKI – TOWARD THE FOREST AREA (22.33 KM), BINDJABA – TOWARD THE FOREST AREA (27.18 KM), AND MALINGARA – TOWARD THE FOREST AREA (39.15 KM), AS PART OF THE IMPLEMENTATION OF THE INTEGRATED AGROPASTORAL AND FISHERIES IMPORT SUBSTITUTION PLAN (PIISAH), IN THE DIR COUNCIL, MBERE DIVISION, WITHIN THE ADAMAWA REGION.

1. Purpose of the Call for Tenders

As part of the implementation of the **Integrated Agropastoral and Fisheries Import-Substitution Plan (PIISAH)** for the financial year 2026, the Minister of Public Works, as the Project Owner, hereby issues a Limited National Call for Tenders in emergency procedure for the **technical and geotechnical control as well as the supervision** of road development works using stabilising products on the sections from Kaladji – toward the forest area (30.18 km), Bekasiki toward the forest area (22.33 km), Bindjaba toward the forest area (27.18 km), and Malingara toward the forest area (39.15 km) in the DIR Council, Mberé Division, within the Adamawa Region.

2. Allotment

The services shall be tendered for in a **single (01) lot** as follows:

Lot No.	Region	Road sections	Length (Km)	Estimated amount including taxes (CFAF)	Type of intervention	Time frame (months)
Single lot	Adamawa	Kalaldi - toward the forest area	30.18	200,000,000	Technical and geotechnical control as well as supervision of maintenance works	08
		Békasiki - toward the forest area	22.33			
		Bindjaba - toward the forest area	27.18			
		Malingara - toward the forest area	39.15			
TOTAL			118.84	200,000,000		



3. Scope of Works

These services assigned to the Contracting Partner shall involve the following tasks, inter alia:

- Supervising the execution of works;
- Ensuring the technical and geotechnical control of works implementation;
- Proposing service orders, necessary for the proper execution of works, to the Contract Manager for signing;
- Providing quality assurance and ensuring the implementation of environmental protection measures;
- Ensuring the drafting of post-completion drawings.

These services are divided into three (3) missions:

- 4
- Mission 1: Review of compliance with the project design and approval of the execution studies prepared by the contractor (**EXE**)
 - Mission 2: Management of the execution of works contracts, scheduling, steering and coordination of the construction (**DET-OPC**)
 - Mission 3: Assistance during acceptance operations and the guarantee period (**AOR**)
- The contracting partner's services are clearly defined in the Terms of Reference.

4. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to all **categories A, B and C** Technical Consulting Firm or consortia of Technical Consulting Firms in the "Road" sub-sector in Cameroon.

Note: Category A, B and C TCFs governed by Cameroonian law may form a consortium with Technical Consulting Firms in lower categories, provided that the Legal representative is in category A, B, or C.



5. Bidding Method

Bidding shall be done "**online**". In other words, one cannot submit bids off-line for this Call for Tenders.

6. Financing and Estimated Cost

Works under this Call for Tenders shall be financed by the budget of the Ministry of Public Works (Road Fund Line), Financial years 2026, for an estimated cost of **200,000,000 (two hundred million) CFA francs, including all taxes.**

7. Execution Time Frame

The maximum execution time frame set by the Minister of Public Works, Project Owner, for the performance of the Services under this Call for Tenders is **eight (8) calendar months**. This time frame shall take effect from the date of notification of the order to commence service delivery.

8. Bid Bond

The tenders shall include a provisional guarantee (bid bond) valid for one hundred twenty (120) days, with effect from the initial tender submission deadline, and issued in keeping with the model indicated in the Tender Documents by a bank or an insurance company authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts, with a deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC). The amount, in CFAF, of the said guarantee shall be **one million (1,000,000) CFA francs**.

The provisional security must be the original copy and not older than three (3) months, otherwise it will be rejected.

The provisional guarantee of unsuccessful tenderers shall be released automatically upon publication of the contract award decision. If the bidder is awarded the contract, it shall be released as soon as the final bond is provided.

Bank or certified cheques are not accepted in place of the provisional guarantee.

9. Consultation of Tender Documents

The Tender Documents may be consulted during working hours at the Ministry of Public Works in Yaounde, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, in the administrative neighbourhood at Etoudi, or on line on COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, upon publication of this Call for Tenders.



10. Acquisition of Tender Documents

The Tender Documents may be obtained during working hours at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, at ETOUDI, administrative centre, upon presentation of a receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of **one hundred thousand (100,000) CFA francs**. Upon withdrawal of the said tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (PO Box, Telephone number, Fax, E-mail, etc.).

The said receipt must identify the purchaser as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain the soft copy of Tender Documents by free download on the COLEPS platform, available at the addresses indicated above. However, on-line tendering is subject to the payment of Tender Documents purchase fee.

11. Presentation of Tenders

The maximum size of the documents 1, 2 and 3 that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for Administrative Documents (Volume 1);
- 15 MB for the Technical offer (Volume 2);
- 5 MB for the Financial Offer (Volume 3);

Accepted formats include:

- PDF format for texts;
- JPEG for pictures.

Candidates shall make sure that a compression software is used to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

12. Submission of Tenders

The bid shall be submitted by the tenderer on COLEPS platform latest on 24 JUN 2026 at 11 a.m. In addition, a backup copy of the bid saved on a USB drive together with the original Bid Bond and the Deposit Receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC) shall be submitted against a receipt in a sealed envelope to the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Block A of the Ministry of Public Works headquarters, at ETOUDI, administrative centre, no later than 24 JUN 2026 at 11:00 a.m. It shall bear the following:

No. 038 /AONO/MINTP/CIPM-TCRI /2025 OF
"LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS 25 MAI 2026
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE TECHNICAL AND GEOTECHNICAL CONTROL AS WELL AS THE SUPERVISION OF ROAD DEVELOPMENT WORKS USING STABILISING PRODUCTS ON THE SECTIONS FROM KALADJI TOWARD THE FOREST AREA (30.18 KM), BEKASIKI - TOWARD THE FOREST AREA (22.33 KM), BINDJABA - TOWARD THE FOREST AREA (27.18 KM), AND MALINGARA - TOWARD THE FOREST AREA (39.15 KM), AS PART OF THE IMPLEMENTATION OF THE INTEGRATED AGROPASTORAL AND FISHERIES IMPORT SUBSTITUTION PLAN (PISAH), IN THE DIR COUNCIL, MBERE DIVISION, WITHIN THE ADAMAWA REGION."
(BACKUP COPY)"

13. Tender Compliance

Tenders received after the submission deadline shall be rejected.

Any bid not complying with the requirements of this Call for Tenders and the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond established in keeping with the model



indicated in the Tender Documents (together with a deposit receipt issued by the CDEC) and issued by a bank or an insurance company authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts, which shall be valid for thirty (30) days, with effect from the expiration of the tender validity. These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the launching date of the Call for Tenders launching.

14. Opening of Tenders

Tenders shall be opened in two stages.

Administrative and technical offers shall be opened on **24 JUN 2026 at noon** by the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works at the Ministry of Public Works, located on the 3rd floor of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, at ETOUDI, new administrative centre.

Only tenderers may attend the opening session or be represented there by one duly mandated person of their choice with sound knowledge of their file.

At the end of the evaluation of administrative documents and technical offers, financial bids shall be opened under same conditions, at a date to be communicated later to bidders whose administrative documents meet the requirements, and having obtained a technical score of seventy (70) out of one hundred (100) points at least.

15. Evaluation Criteria

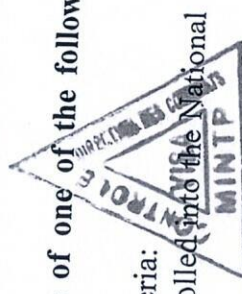
15.1- Eliminary Criteria

a) Incomplete administrative file due to:

- Absence, at the opening session, of the original bid bond together with the deposit receipt issued by the CDEC;
- Absence, 48 hours after the opening session, of one of the documents in the administrative file, except the bid bond and the deposit receipt issued by the CDEC;
- Non-compliance, after a 48-hour time frame extension following the opening of tenders, of at least one of the documents in the administrative file;

b) Incomplete technical offer due to the absence or non-compliance of one of the following required documents/conditions:

- A Mission Head, per lot tendered for, meeting the following criteria:
 - **Basic training:** Civil Engineer (GCE A-L+3 at least) enrolled into the National Order of Civil Engineers (NOCE).
 - **General experience in the Building and Public Works sector:** at least ten (10) years.
 - **Specific experience:** must have served as Mission Head on at least two (2) projects involving technical, geotechnical control and supervision of road works, or as a Monitoring Engineer on at least three (3) such projects.
- the methodology note (organisation, planning and understanding of the project);
- Formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that he is not on the list of failing companies drawn up by the Ministry of Public Contracts;
- a financial capacity (available credit line) in accordance with the attached sample, of at least **seventy million (70,000,000) CFA francs**, as evidenced by a certificate issued by a first-class bank approved by the Minister of Finance or by a banking commission:
- Absence of a dated and signed integrity charter;
- Dated and signed Declaration of commitment to respect social and environmental clauses;
- Failure to obtain a technical score of at least 70/100.



c) **Incomplete financial file due to the absence or non-compliance of one of the following required documents:**

- Dated, signed and stamped bid;
- The Unit Price Schedule (UPS) initialled on every page, dated and signed on the last page;
- The Bill of quantities (BOQ), showing amounts excluding VAT and including all taxes, initialled on every page, dated, and signed on the last page;
- The breakdown of unit prices initialled on all pages.
- Omission of a quantified price in the financial offer.



d) **False declarations, fraudulent practices or forged documents;**

15.2-Essential criteria

➤ The technical offers shall be evaluated according to the following essential criteria:

- Bidder's references (**out of 30 points**);
- Qualification of experts and their expertise out of **50 points**;
- Technical resources and equipment to be put in place out of **20 points**;

Note: Any State employee listed without justification of their availability shall not be assessed.

➤ **Financial Offers:**

Only the financial offers of tenderers who have been qualified during the review of technical offers shall be evaluated and rated as follows:

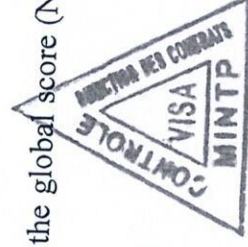
NFS= $MMd \times 100 / MS$

NFS= Financial score relating to the assessed amount of the tenderer's financial offer;
MMd= Lowest bid assessed amount;

MS = Evaluated amount of the tenderer's financial offer.

The technical score and financial score shall be weighted to obtain the global score (NG) or the technico-financial score (NTF) based on the following formula:

NG or NTF $[(70 \times \text{Technical score}) + (30 \times \text{Financial score})]/100$.



16. Tender Validity:

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the tender-submission deadline.

17. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the lowest bidder who meets the relevant financial and technical requirements.

18. Further Information

For further technical information, please contact the Department of Contracts at the Ministry of Public Works in Yaoundé, located on the 4th floor of Block A of the Ministry of Public Works headquarters at Etoudi, administrative Centre. They are available online on the COLEPS platform at the following addresses: **<http://www.publiccontracts.cm>** and **<http://www.publiccontracts.cm>**.

19. Technical Assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call

(+237) 222 238 155 / 222 235 235 669 or write to the following email address dsi@minmap.cm.

20. Fight Against Corruption and Malpractice

In the event of any corrupt practices, please call MINMAP or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25 / 699 37 07 48 or text MINTP on 88 00 2042.

25 MAI 2026

Yaounde, _____



[Handwritten signature]

EMMANUEL NGANOUD.

